

# Actualité Juridique

Actualité • Pratique • Professions

**DOSSIER** 93

## **Droit des étrangers : la nouvelle loi « immigration »**

**Le prononcé d'une peine  
d'emprisonnement ferme peut être  
justifié par la seule gravité des faits**

**Blanchiment : la déclaration de  
soupçons n'est pas une cause  
d'exonération**

**Pas de recours contre les décisions  
de la Commission nationale de  
réparation des détentions**

**La contestation d'une suspension  
du permis de visite relève de la  
compétence des juridictions  
administratives**

**Loi Perben II, dans l'attente  
de la décision du Conseil  
constitutionnel...**

**90**

## Comité de rédaction

Alain Blanc, *Magistrat*  
 François-Louis Coste, *Magistrat*  
 Karine Paravisini-Druart, *Commissaire de police*  
 Martine Herzog-Evans, *Maître de conférences à l'Université de Nantes*  
 Annie Kensey-Boudadi, *Socio-Démographe*  
 Direction de l'Administration pénitentiaire  
 Yann Le Bras, *Avocat*

31-35 rue Froidevaux  
 75685 Paris Cedex 14  
 Tél. rédaction 01 40 64 53 13  
 Fax : 01 40 64 54 66  
 E-mail : ajpenal@dalloz.fr

## PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**  
 Charles Vallée

## DIRECTEUR GENERAL

Nathalie de Baudry d'Asson

## REDACTION

*Directeur éditorial*  
 Philippe Weiss

## Rédactrice en chef

Marie-Eve Charbonnier

## Rédaction

Emmanuelle Allain  
 Samantha Enderlin-Morieult  
 Carole Girault, *Maître de conférences à Evry*  
 Jocelyne Leblois-Happe, *Maître de conférences à Strasbourg*  
 Anna Pitoun  
 Pascal Remillieux

## Assistante d'édition

Marie-Anne Sebbar

## ABONNEMENT, MARKETING, PUBLICITE

*Responsable marketing* : Corinne Ménager

*Relations clients* : Marie-Hélène Tylman

Revue mensuelle (11 numéros par an)

BP 150, 94208 Ivry-sur-Seine Cedex

Tél. : 0 820 800 017

Fax : 01 40 64 89 92

Prix de l'abonnement (1 an)

France : 135 € TTC

Étranger : 151 € TTC

Prix au numéro : 15 € TTC

ISSN 1762 - 8407

N° CPPAP 1105 T 83884

Imprimerie Chirat 42540 Saint-Just-la-Pendue

## ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme au capital de 3 956 040 €

Siège social : 31-35 rue Froidevaux - Paris 14e

RCS Paris 572 195 550 - Siret 572 195 550 00098

Code APE : 221 A - TVA : FR 69 572 195 550

La reproduction, même partielle, de tout élément  
 publié dans la revue est interdite.

## ÉDITORIAL ..... 87

## ACTUALITÉS ..... 90

## DOSSIER ..... 93

### Droit des étrangers :

### la nouvelle loi « immigration »

- La loi MISEFEN du 26 novembre 2003 : présentation générale  
*par Nicolas Sarkozy* ..... 93
- Les dispositions répressives de la loi du 26 novembre 2003  
*par François Julien-Laferrière* ..... 96
- Le juge des libertés et de la détention et la loi du 26 novembre  
 2003  
*par Alain Pütz* ..... 100
- La réforme de la double peine  
*par Didier Liger* ..... 102
- L'application de la loi par les préfetures : le règne d'Ubu  
*par Françoise Toubol-Fischer* ..... 106
- La présence de la Cimade dans les centres de rétention  
*par Laurent Giovannoni* ..... 108

## JURISPRUDENCE ..... 111

### Pénal général

#### PEINE

- Le prononcé d'une peine d'emprisonnement ferme peut être justifié  
 par la seule gravité des faits  
*Cass. crim., 6 janv. 2004* ..... 111

#### RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

- Vers une extension de la responsabilité de l'État  
 pour fonctionnement defectueux de la justice ?  
*TGI Nancy, 12 janv. 2004* ..... 112

#### RESPONSABILITÉ PÉNALE

- Favoritisme : réaffirmation du caractère quasi objectif du délit  
*Cass. crim., 14 janv. 2004* ..... 113

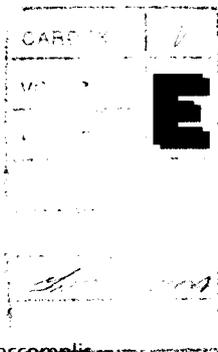
#### VEILLE

- Condamnation d'un maire pour homicide involontaire, suite à un accident  
 sur une aire de jeux de la commune  
*Cass. crim., 2 déc. 2003* ..... 114

### Infractions

#### ABANDON DE FAMILLE

- Procédure collective : le débiteur doit payer la pension alimentaire,  
 même non déclarée, sous peine de se rendre coupable d'abandon  
 de famille  
*Cass. crim., 7 janv. 2004* ..... 114



## ANIMAUX

### VEILLE

Les actes de cruauté envers les animaux doivent être accomplis intentionnellement

*Cass. crim., 13 janv. 2004*

115

## BLANCHIMENT

- La déclaration de soupçons n'est pas une cause d'exonération

*Cass. crim., 3 déc. 2003*

116

## CONTREFAÇON

- Contrefaçon et transit intra-communautaire

*Cass. crim., 2 déc. 2003*

117

## VIOLENCES INVOLONTAIRES

- Homicide involontaire d'un médecin : l'interrogatoire téléphonique était superficiel

*Cass. crim., 2 déc. 2003*

118

- La mort d'un enfant une heure après sa naissance des suites d'un accident de la route subi par la mère constitue un homicide involontaire

*Cass. crim., 2 déc. 2003*

118

## Procédure pénale

### DÉTENTION PROVISOIRE

- Pas de recours contre les décisions de la Commission nationale de réparation des détentions

*Cass. 2e civ., 29 janv. 2004*

119

### FICHER

- L'alimentation des fichiers de police par la prise de photos et d'empreintes n'est pas une atteinte à la vie privée

*Cass. 2e civ., 19 déc. 2003*

120

### NULLITÉS DE PROCÉDURE

- Les exceptions de nullité soulevées devant le tribunal correctionnel

*Cass. crim., 10 déc. 2003*

120

### TRIBUNAL CORRECTIONNEL

- Comparution immédiate : application de la loi nouvelle pour des faits commis avant son entrée en vigueur

*Cass. crim., 7 janv. 2004*

121

## Exécution des peines

### PRISONS

- La contestation d'une suspension du permis de visite relève de la compétence des juridictions administratives

*TA Rennes, 7 oct. 2003*

122

Ce numéro contient un encart « abonnement à l'AJ Pénal » broché non folioté de quatre pages placé entre la couverture et les pages 87 et 122.

## ABANDON DE FAMILLE

### Débitéur soumis à une procédure collective

Absence de déclaration de la créance d'aliment -

Argument inopérant ..... 114

## ANIMAUX

### Actes de cruauté

Séviçes graves -

Élément intentionnel ..... 115

## BLANCHIMENT

### Élément moral

Déclaration de soupçons -

Exonération (non) ..... 116

## COMPARUTION IMMÉDIATE

### Compétence

Peine encourue ..... 121

## CONTREFAÇON

### Dessin et modèle

Transit intracommunautaire -

Libre circulation des marchandises ..... 117

## DÉTENTION PROVISOIRE

### Indemnisation

Commission nationale de réparation

des détentions - Recours ..... 119

## ERREUR SUR LE DROIT

### Condition

Représentant de l'autorité administrative

ou judiciaire ..... 114

## ÉTRANGERS

### Loi du 26 novembre 2003

Centres de rétention

administrative ..... 108 (dossier)

Dispositions répressives ..... 96 (dossier)

✓ Double peine ..... 102 (dossier),  
111

Présentation générale ..... 93 (dossier)

Rôle du JLD ..... 100 (dossier)

## FICHER

### Photos - Empreintes

Atteinte à la vie privée (non) ..... 120

## HOMICIDE INVOLONTAIRE

### Faute caractérisée

Maire ..... 114

## LOI PÉNALE

### Application de la loi dans le temps

Application immédiate ..... 121

Rétroactivité in mitius ..... 111

## MARCHÉS PUBLICS

### Favoritisme

Délit formel ..... 113

## NULLITÉS DE PROCÉDURE

### Juridiction correctionnelle

Droits de la défense -

Relèvement d'office (non) ..... 120

## PEINE

### Double peine

Loi du 26 novembre 2003 - Application - Rétroactivité in mitius ..... 111

Loi du 26 novembre 2003 -

Présentation ..... 102 (dossier)

### Emprisonnement ferme

Motivation - Gravité des faits ..... 111

## PRISONS

### Permis de visite

Suspension - Recours ..... 122

## RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

### Service public de la justice

Faute lourde ..... 112

## RESPONSABILITÉ PÉNALE

### Intention

Marchés publics - Favoritisme ..... 113

### Maire

Homicide involontaire -

Faute caractérisée ..... 114

## VIOLENCES INVOLONTAIRES

### Homicide involontaire

Interruption involontaire de grossesse -

Enfant né vivant ..... 118

Médecin régulateur - Faute ..... 118